

Mardi (matin) 22 novembre 2016

Direction de l'instruction publique

25 2016.RRGR.621 Motion 127-2016 Augstburger (Gerzensee, UDC) Renforcer la formation professionnelle et piloter efficacement la formation tertiaire

N° de l'intervention: 127-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.06.2016
Déposée par: Augstburger (Gerzensee, UDC) (porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Pfister (Zweisimmen, PLR)
Oester (Belp, UDF)
Schneider (Diessbach b. Büren, UDC)
Fischer (Meiringen, UDC)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Cosignataires: 42
N° d'ACE: 1130/2016 du 19 octobre 2016
Direction: INS

Renforcer la formation professionnelle et piloter efficacement la formation tertiaire

Le Conseil-exécutif est chargé de garantir que la formation professionnelle soit traitée sur un pied d'égalité avec la formation tertiaire pour ce qui est des conditions générales et des moyens financiers, et de s'assurer que les fonds alloués à la formation soient utilisés de manière judicieuse et ciblée. Pour ce faire, il doit veiller

1. à augmenter les taxes universitaires ;
2. à concevoir un système de contribution progressif qui prévoit que les taxes d'études augmentent, ou plus exactement doublent, après que le double de la durée normale du cursus a été atteint ;
3. de fixer des taxes d'études plus élevées pour les personnes au bénéfice d'une première formation.

Développement :

Au moment de choisir un métier et de se lancer dans la formation correspondante, devraient primer la capacité et les chances de s'insérer sur le marché de l'emploi et non les réflexions d'ordre financier à court terme. Cela vaut en particulier pour le canton, qui se situe dans le segment inférieur pour ce qui est des taxes d'études moyennes pratiquées.

Les incitations financières visant à encourager les jeunes de s'engager sur la voie universitaire remontent à une époque depuis longtemps révolue, quand les études étaient réservées aux enfants issus de familles aisées et qu'il n'existait pas encore de durée normale de cursus. Aujourd'hui, la situation sociétale et économique est tout autre. Nombreux sont ceux et celles qui optent pour des études dans une haute école parce qu'à court terme, c'est le moyen le plus simple et le plus avantageux de décrocher un diplôme. La formation professionnelle risque d'être reléguée au second rang, celle-ci étant souvent associée à des coûts élevés. Le système de formation duale, qui a pourtant fait ses preuves, est mis en péril. S'il prévoit des passerelles entre la formation professionnelle et l'université, l'inverse se révèle plus ardu, tant il est difficile pour un diplômé universitaire sans expérience professionnelle d'exercer un métier concret, par manque de pratique mais aussi parce que les entreprises ne peuvent plus se permettre, pour des raisons d'efficacité, de devoir d'abord former des collaborateurs sur une longue période. A fortiori lorsque ceux-ci réclament des salaires plus élevés, au motif qu'ils ont fait des études.

Si l'on ne tient pas compte des entités publiques et parapubliques, qui absorbent une grande partie des diplômés en lettres et en sciences sociales, les entreprises ont besoin de bons spécialistes dotés de compétences proches de la pratique et non de généralistes qui doivent d'abord encore acquérir des connaissances techniques approfondies. Or il semble de plus en plus attrayant

d'enchaîner les semestres et les types d'études plutôt que d'entrer sur le marché de l'emploi. Il incombe aux politiques de corriger les effets pervers du système et de veiller à ce qu'au moment de choisir un métier, les jeunes se concentrent sur la formation professionnelle ainsi que sur les chances de s'insérer sur le marché du travail et acquièrent les compétences demandées au quotidien dans les entreprises. Sans compter que cela permettrait de lutter contre le manque de main-d'œuvre qualifiée tant débattu.

Le faible taux de chômage des jeunes et la capacité d'innovation de la Suisse résultent d'une politique prévoyante. Pour pérenniser cette situation, il faut prendre les mesures qui s'imposent, à plus forte raison dans un canton comme le nôtre qui, s'il veut se développer, doit donner les impulsions dont les entreprises et l'économie ont urgemment besoin.

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs de la motion demandent au Conseil-exécutif de garantir que la formation professionnelle soit traitée sur un pied d'égalité avec la formation en haute école ainsi que de créer des conditions générales équitables pour ces deux types de formation, en augmentant les taxes d'études à l'Université de Berne. Selon le développement de la motion, le fait qu'il « semble de plus en plus attrayant d'enchaîner les semestres et les types d'études plutôt que d'entrer sur le marché de l'emploi » constitue une condition générale inéquitable. Les auteurs de la motion estiment qu'il incombe à l'Etat de corriger les effets pervers du système, faute de quoi la formation professionnelle risque d'être reléguée au second rang.

Le Conseil-exécutif souligne que la formation professionnelle et la formation en haute école sont toutes deux indispensables à la prospérité sociale et économique de notre pays et qu'elles ne doivent pas être mises en concurrence. Il faut plutôt continuer de renforcer au mieux ces deux types de formation. Dans sa réponse à la motion 200-2015, le Conseil-exécutif a déjà expliqué qu'en Suisse la politique est à tous les niveaux (Confédération et cantons) caractérisée par le fait que l'Etat intervient le moins possible dans le choix d'une profession et d'une carrière. Pouvoir choisir soi-même sa formation est un gage de motivation et la meilleure manière de garantir l'intégration économique et sociale des individus, tout en permettant de pourvoir aux besoins en main-d'œuvre qualifiée. La qualité et la capacité d'innovation de la Suisse ne peuvent être maintenues et renforcées que par des personnes motivées dans toutes les professions. Tenter d'axer le choix professionnel, qui est un choix personnel, sur les besoins apparents du marché du travail actuel par le biais de mesures étatiques irait à l'encontre du modèle de réussite suisse, lequel est basé sur la responsabilité individuelle. Par ailleurs, le marché du travail change constamment en fonction des évolutions sociétales, économiques et technologiques. Il est donc très difficile de prévoir aujourd'hui quelles formations devraient être suivies par combien de personnes pour que les besoins du marché du travail futur puissent être couverts et que notre pays continue d'être prospère.

Les études en haute école ne constituent en aucun cas « le moyen le plus simple et le plus avantageux [à court terme] de décrocher un diplôme » (cf. développement de la motion) : la formation gymnasiale et les d'études de bachelor et de master subséquentes durent au total entre huit et dix ans. Durant cette période, la plupart des étudiants et étudiantes sont dans une situation financière tendue et doivent en parallèle passer des examens exigeants à une cadence soutenue afin d'achever leur formation avec succès. D'après une étude de l'Office fédéral de la statistique (OFS), 75 pour cent des étudiants et étudiantes en université travaillent en marge de leurs études pour pouvoir subvenir à leurs besoins¹. Dans ces conditions, il n'y a aucune raison pour que le choix d'effectuer une formation universitaire soit influencé par des « réflexions d'ordre financier à court terme », comme l'affirment les motionnaires.

Les études universitaires offrent par ailleurs de bonnes chances sur le marché du travail : alors que le taux de chômage moyen en Suisse s'élève à 4 pour cent, seuls 3,6 pour cent des titulaires de master sont sans emploi un an après la fin de leur formation². Ce taux passe même à 2,5 pour cent cinq ans après la fin des études.

La réussite des personnes titulaires d'un diplôme universitaire sur le marché du travail ne porte aucunement atteinte à la demande en titulaires d'un diplôme professionnel, ce d'autant plus que les professions concernées sont rarement en concurrence directe. En outre, le taux de maturité gymnasiale ne s'élève qu'à 18 pour cent dans le canton de Berne. Si l'on ajoute la maturité

¹ OFS, *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses. Rapport principal de l'enquête 2013 sur la situation sociale et économique des étudiant-e-s*, Neuchâtel 2015.

² BFS, *Enquête longitudinale auprès des personnes diplômées des hautes écoles en 2010*, Neuchâtel 2016.

professionnelle, un tiers des personnes nées la même année termine leur formation secondaire par l'obtention d'une maturité. Cette forte sélection vise avant tout l'aptitude des personnes concernées à suivre des études en haute école.

Plus de deux tiers des jeunes optent pour la formation professionnelle. Cette valeur élevée est très stable depuis quelques années et ne permet pas de conclure que le système de formation duale est en péril. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée touche différentes professions et souvent justement des professions qui requièrent des études en haute école. Selon les prévisions de l'OFS également, rien ne laisse penser que la formation professionnelle va perdre en importance ces prochaines années. D'après un scénario moyen, le nombre d'apprentis et d'apprenties va certes légèrement diminuer en 2018 et en 2019 suite au recul du nombre d'entrées dans le secondaire II, lequel est lié à la démographie, mais il devrait de nouveau augmenter de 5,5 pour cent d'ici à 2024³.

Dans l'ensemble, notre système de formation permet dans une large mesure de garantir que tous les individus soient formés selon leurs capacités et leurs souhaits et aient de bonnes chances de trouver un emploi.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit en ce qui concerne les différents points abordés dans la motion :

Point 1

Les auteurs de la motion demandent que les taxes d'études à l'Université de Berne soient augmentées afin que la formation professionnelle soit traitée sur un pied d'égalité avec la formation universitaire.

Le Conseil-exécutif rejette cette idée et doute qu'une telle mesure permette d'atteindre l'objectif visé par les motionnaires.

Le cadre régissant le montant des taxes d'études est prescrit par la loi car il s'agit du prix de la participation financière des étudiants et étudiantes (ou de leurs parents) aux études voulu par les instances politiques. Les considérations relatives à l'augmentation des taxes dans le cadre légal doivent toujours tenir compte de la situation à l'échelle nationale (les taxes prélevées par l'Université de Berne se situent dans la moyenne suisse), de la pratique des autres hautes écoles du canton (haute école pédagogique et haute école spécialisée) ainsi que des effets secondaires probables.

Augmenter fortement les taxes d'études pourrait fragiliser la compétitivité de l'Université de Berne et engendrer des pertes financières pour le canton, étant donné que les étudiants et étudiantes pourraient choisir de s'immatriculer dans une autre université suisse ou étrangère. Ces pertes seraient dues non seulement à la diminution des recettes issues des taxes d'études, mais aussi à la baisse des recettes bien plus élevées provenant de l'accord intercantonal universitaire, sur la base duquel les cantons d'origine des étudiants et étudiantes participent aux frais de formation à l'Université de Berne. Parallèlement, la hausse des taxes d'études entraînerait des dépenses supplémentaires pour le canton dans le domaine des subsides de formation car il devrait toujours garantir des chances équitables d'accès aux études supérieures conformément à la Constitution. De plus, en fonction des modalités d'application choisies, augmenter les taxes d'études présente le risque que les jeunes s'endettent et ne puissent plus effectuer d'études qu'en contractant des prêts élevés, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Il faut également tenir compte du fait qu'une telle augmentation peut, dans de nombreux cas, aller à l'encontre de l'intention des motionnaires en entraînant une prolongation des études ou avoir un effet négatif sur les performances des étudiants et étudiantes puisque beaucoup d'entre eux devraient accroître les revenus provenant de leur activité annexe.

Ces effets ne sont pas souhaitables d'un point de vue tant sociétal que purement économique (cf. aussi point 2). Sous l'aspect de la qualité également, il n'est pas judicieux que des personnes qui sont aptes à suivre des études universitaires et qui désirent le faire optent pour une formation professionnelle uniquement parce qu'elles n'ont pas les moyens de financer de telles études.

Par conséquent, augmenter les taxes d'études ne permettrait pas, directement ou indirectement, de renforcer la formation professionnelle. Le Conseil-exécutif propose donc le rejet du point 1.

Point 2

Les auteurs de la motion demandent que les taxes d'études soient progressives, c'est-à-dire qu'elles augmentent, ou plus exactement doublent, après que le double de la durée normale du cursus a été atteint.

Les motionnaires constatent à juste titre que les études en haute école ont radicalement changé depuis l'introduction de la durée normale. De nos jours, il est très difficile de poursuivre des études

³ OFS, *Perspectives de la formation. Scénarios 2015-2024 pour le système de formation*, Neuchâtel 2015.
CONVERT_6c6c892ef69e4b8a977086a80f0721a0 05.12.2016

indéfiniment. L'objectif est que les études soient intenses et menées à bien. En vertu de l'article 39, alinéa 2 de l'ordonnance sur l'Université, les personnes qui étudient pendant plus de douze semestres sans obtenir de diplôme s'acquittent d'une taxe universitaire de 1500 francs pour le treizième semestre. Le montant de la taxe double à chaque semestre supplémentaire. Cet article est en vigueur depuis 2015 et appliqué par l'Université. La motion est donc déjà réalisée sur ce point.

Point 3

Les auteurs de la motion demandent que les personnes au bénéfice d'une première formation paient des taxes d'études plus élevées.

Le Conseil-exécutif estime qu'une telle mesure envoie un mauvais signal : l'interdisciplinarité et la diversité de savoirs sont cruciales pour renforcer la capacité d'innovation de notre pays et faciliter le processus décisionnel. Les nouvelles perspectives et questionnements ne donnent pas seulement des impulsions essentielles pour la recherche, mais permettent aussi de trouver des solutions de qualité aux problèmes rencontrés dans le monde professionnel. C'est pourquoi il ne faut pas placer des obstacles supplémentaires sur la voie des personnes qui entament un deuxième cursus au prix d'un grand engagement personnel. Empêcher et compliquer l'acquisition de qualifications supplémentaires et d'un solide bagage de formation ne contribue en aucun cas à la prospérité d'un pays. Les personnes hautement qualifiées peuvent travailler de manière flexible et interdisciplinaire et participent en règle générale dans une large mesure au bien-être de la société grâce à l'étendue et à la profondeur de leur savoir.

Par ailleurs, le nombre de personnes qui effectuent un deuxième cursus est très restreint, ce qui n'est pas étonnant au vu de la difficulté que cela représente. Selon des statistiques de l'Université de Berne, chaque année, environ 1 pour cent des personnes ayant effectué un bachelor ou un master à l'Université de Berne entament par la suite de nouvelles études. Cela correspond à moins de 50 étudiants et étudiantes par an. Les cursus multiples ne constituent donc en aucun cas un phénomène courant et n'engendreraient que peu de recettes supplémentaires pour l'Université si les taxes étaient augmentées pour les personnes concernées.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose le rejet du point 3.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption et classement

Chiffre 3: rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 25. Traktandum 24 haben wir gemäss dem Ordnungsantrag am Anfang dieser Session auf die Januarsession verschoben. Bei Traktandum 25 handelt es sich um die Motion von Grossrat Augstburger, SVP. – Moment, Ziffer 3 ist zurückgezogen worden. Wir diskutieren nur noch über die Ziffern 1 und 2. Der Regierungsrat will Ziffer 1 ablehnen, und Ziffer 2 will er annehmen und gleichzeitig abschreiben. Deshalb werden wir ziffernweise abstimmen. Zuerst hat Grossrat Augstburger das Wort.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Wir danken der Regierung für ihre Antwort und nehmen erfreut zur Kenntnis, dass das Anliegen gemäss Ziffer 2 bereits erfüllt und umgesetzt ist. Die Abschreibung wird demzufolge nicht bestritten. Weniger erfreut sind wir über die Antwort der Regierung zu Ziffer 1. Die Unterstellung, wonach wir den einen gegen den anderen Bildungsweg ausspielen wollen, weisen wir entschieden zurück. Selbst wenn wir in der Begründung hier und dort auf die Differenzen bezüglich der Finanzierung der beiden Bildungsformen hinweisen, sind wir klar der Auffassung, dass es beider Bildungswege bedarf. Über Gebührenanpassungen im Bereich der Hochschulen darf und muss gesprochen werden; dies soll kein Tabuthema sein. Ich möchte kurz ein Beispiel aus der Antwort der Regierung zitieren: «Eine starke Erhöhung der Studiengebühren könnte die Wettbewerbsposition der Universität Bern bei Studieninteressierten schwächen und für den Kanton zu Einnahmeausfällen führen, da die Studierenden eine Immatrikulation an anderen Universitäten in der Schweiz oder im Ausland vorziehen könnten.» Erstens haben wir nichts über die Höhe der künftigen Gebühren gesagt, und zweitens kann es kaum im Interesse des Kantons Bern liegen, mit einer Billig-Strategie möglichst viele Studierende anzulocken und teure Infrastrukturen zur Verfügung zu stellen. Ich sage es nochmals: Wir wollen den Weg des Hochschulstudiums in keiner Art und Weise schmälern. Dennoch sprechen ein paar gute Gründe für

eine Erhöhung der Studiengebühren. Im Rahmen eines ausgiebigen Zeitungsinterviews im Herbst 2016 hat sich Avenir Suisse sogar für eine generelle Erhöhung der Studiengebühren ausgesprochen.

Wir sind bereit, die Ziffer 1 in ein Postulat umzuwandeln und damit der Regierung die Gelegenheit zu einer Weiterverfolgung des Themas der Studiengebühren, losgelöst von einer Verbindung zu anderen Bildungswegen, zu geben. Die Regierung sagt in ihrer Antwort zu Ziffer 1, sie lehne eine Erhöhung der Studiengebühren zu den in der Motion beschriebenen Lenkungszielen ab. Davon kann abgeleitet werden, dass in einem anderen Zusammenhang eine Diskussionsgrundlage hinsichtlich einer allfälligen Anpassung der Studiengebühren durchaus gegeben ist. Es gibt Gründe, weshalb wir im Kanton Bern die Diskussion über die Anpassung der Studiengebühren unbedingt weiterverfolgen sollten. Erstes befinden wir uns im Kanton Bern im unteren Bereich, was die Studiengebühren an den Hochschulen anbelangt. Die Universitäten in den Kantonen Luzern, St. Gallen, Basel und Tessin liegen massiv höher als die Universität Bern. Für ausländische Studierende haben wir nebst den erwähnten Universitäten Basel, Luzern, St. Gallen und Tessin auch noch die Universitäten Zürich, Neuenburg und Freiburg, welche höhere, zum Teil sogar doppelt so hohe Gebühren für ausländische Studierende haben.

Worüber sprechen wir im Zusammenhang mit den Studiengebühren? Gemäss einer Recherche der «Berner Zeitung» vom Juni 2016 machen diese Gebühren gerade einmal 11 Prozent eines durchschnittlichen Studierendenbudgets aus. Im Kanton Bern sind es – ausgehend von den heutigen Gebühren – sogar weniger als 7 Prozent. Dies zeigt auch, dass die Gebühren praktisch keinen Einfluss auf die Finanzierung des Lebensunterhalts der Studierenden haben. Anders ausgedrückt: Ein in der Regel drei Jahre dauerndes Bachelor-Studium kostet ganze 4700 Franken oder auf den Monat ausgerechnet 130 Franken. «Der Wert bestimmt den Preis» – diese Aussage trifft hier ganz sicher nicht zu. Wir haben grosse Hochachtung vor unseren Hochschulen und grossen Respekt vor der dort geleisteten Arbeit. Das Zahlenspiel zeigt, dass das Studieren auch mit einer Anpassung der Semestergebühren – wir sagen ja nicht um wie viel und wo erhöht werden soll – in keiner Art und Weise erschwert wird. Im Quervergleich mit anderen Kantonen ist hier durchaus Potenzial vorhanden, und ohne den dualen gegen den universitären Bildungsweg auszuspielen, besteht zudem die Möglichkeit, die zwischen den beiden Bildungsmodellen bestehende Kostenschere etwas zu schliessen. Hier kann sicherlich mit dem nachfolgenden Traktandum, der Motion Wüthrich, ein Teil beigetragen werden. Ich bitte Sie also, die sehr offen formulierte Ziffer 1 zumindest in Postulatform zu überweisen. *(Le président interrompt l'orateur.)*

Le président. Ich bitte Sie, Ihr Votum abzuschliessen. Ihre Redezeit hat fünf Minuten bei Weitem überschritten.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Ja. Kurz eine Begründung zur zurückgezogenen Ziffer 3. *(Le président interrompt de nouveau l'orateur.)*

Le président. Nein, Sie sprechen angesichts der weit überschrittenen Redezeit nicht mehr zu Ziffer 3!

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Dann danke ich Ihnen für die Aufmerksamkeit und hoffe, dass Sie diesem Vorstoss zumindest in Postulatform zustimmen können.

Le président. Sie haben Ziffer 1 in ein Postulat umgewandelt und halten Ziffer 2 weiterhin als Motion aufrecht. Das Wort steht nun den Fraktionen offen. Wünscht sich Herr Grossrat Oester als Mitmotionär oder als Fraktionssprecher zu äussern? – Zuerst hat Grossrat Oester als Mitmotionär das Wort. Sie haben drei Minuten Redezeit.

Stefan Oester, Belp (UDF). Ich spreche sowohl als Mitmotionär wie auch als Fraktionssprecher. Berufsbildung stärken, Hochschulausbildung wirksam steuern – dies war der Titel. Ich möchte es vorwegnehmen: Wir haben zwei gute Bildungswege, welche wir nicht gegeneinander ausspielen möchten. Das ist mir ganz wichtig. Das Erfolgsmodell, welches wir mit der dualen Ausbildung haben, ist einzigartig. Dieses wollen wir beibehalten und stärken. Auf der anderen Seite haben wir die Hochschulausbildung mit Gymnasium und Studium, welche ebenfalls sehr wichtig ist. Mit Blick auf mein Zuhause kann ich über beide Wege sprechen. Mein Sohn hat eine Berufsausbildung mit einer Lehre gemacht. Er kommt, 19-jährig, nach Hause und verdient zwischen 4000 bis

5000 Franken. Eine Weiterbildung kann er weitgehend in der Freizeit absolvieren und diese auch selber finanzieren. Mit 25 oder 26 Jahren wird er, wenn es so weitergeht, die Meisterprüfung ablegen können. Meine Tochter hat den anderen Weg gewählt mit dem Gymnasium. Jetzt, mit 22 Jahren, beginnt sie ein Studium, welches sie auch etwa mit 26 Jahren abschliessen wird. Beide Wege erfordern einen grossen Einsatz.

Nun komme ich auf den Punkt: Wir wollen die Hochschulausbildung stützen und das Bewusstsein hervorheben, wonach ein Studium wertvoll und eine gute Sache ist, weshalb dieses auch etwas kosten darf und nicht einfach so gewählt werden kann. In unserer Zeit, wo man frei wählen kann, was man studieren will, ist dies vielleicht etwas schwierig zu vermitteln. Der Tenor ist: Man fängt ein bisschen dieses oder jenes an. Hier soll ein Bewusstsein geschaffen werden, wonach es ein Privileg ist, ein Studium, das etwas kostet, absolvieren zu dürfen. Deshalb unterstützen wir dieses Postulat, welches die Studiengebühren nach oben anzupassen sucht.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionsvoten.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Für den gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Erfolg unseres Landes braucht es beides: eine super gute Berufsbildung, aber ebenfalls eine Hochschulbildung, welche allen sozialen Schichten offen steht und sich auch international sehen lassen darf! Nachdem Ziffer 3 zurückgezogen und Ziffer 1 in ein Postulat umgewandelt worden ist, ist von der umstrittenen Motion Augstburger nicht mehr viel übrig geblieben! Dennoch lohnt es sich, etwas dazu zu sagen. Wir waren ziemlich erstaunt, dass eine Motion daherkam, welche der Berufsbildung offensichtlich gar nichts bringt, sondern einfach die Universitätsgebühren erhöhen will. Wir haben nämlich weder im Motionstext noch in der Begründung lesen können, dass die neu von den Studenten beziehungsweise über die Universitätsgebühren generierten Gelder der Berufsbildung zugutekommen würden. Wer dem Fachkräftemangel wirklich begegnen will, muss für attraktive Lehrstellen und gute Anschlusslösungen sorgen! Beim nächsten Geschäft, dem bereits erwähnten Postulat Wüthrich, welches eine Vorfinanzierung von Kursen postuliert, werden wir die Gelegenheit haben, einen echten Beitrag zur Berufsbildungsförderung zu leisten. Ich habe mit grossem Erstaunen festgestellt, dass die vorliegende Motion von Leuten aus sechs Parteien eingereicht und von 42 Ratsleuten unterschrieben worden ist! Die BDP ist eine KMU-Partei. Einen Vorstoss, welcher wirklich der Berufsbildung zugutekommt, unterstützen wir sofort! Was hier vorliegt – sei es in Form einer Motion oder eines Postulats – bringt nichts, sondern treibt höchstens einen Keil zwischen die Berufs- und die Hochschulbildung.

Will man die Universitätsgebühren erhöhen, wie man dies übrigens bereits im Jahr 2012 getan hat, dann seien Sie bitte ehrlich, indem Sie klar sagen, was Sie wollen, ohne das Ganze in einen Berufsbildungsvorstoss zu verpacken! Die BDP-Fraktion hätte diese Motion klar abgelehnt. Ich denke, dass auch ein Postulat auf keine Gegenliebe stossen wird.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Mit dem vorliegenden Vorstoss will man faire Rahmenbedingungen und gleich lange Spiesse für die Berufsbildung und das Hochschulstudium schaffen. Die Hochschulbildung wird so dargestellt, als stelle sie für die Studierenden bessere Bedingungen zur Verfügung als die Berufsbildung für ihre Absolventen. Die Begründung des Motionärs deutet darauf hin, dass er viele Informationen zusammengetragen hat, welche nicht stimmen. Dass ein Hochschulstudium der günstigste Weg ist, um zu einer Ausbildung zu gelangen, trifft nicht zu. Ein Studium zu absolvieren, ist ein langer Weg, und seit der Einführung des Bologna-Systems ist das Studieren nicht mehr so «easy peasy». Semester für Semester stehen Leistungskontrollen an, es herrscht an vielen Fakultäten Anwesenheitspflicht, das heisst nach dem zweiten Mal des Fehlens darf man den Kurs nicht mehr besuchen und muss diesen wiederholen. Für jedes ECTS-Pünktchen muss entsprechend gearbeitet werden, das heisst ein ECTS-Punkt bedeutet ein Arbeitspensum von 25 bis 30 Stunden. Hinzu kommt, dass die Studierenden, welche heute nichts anderes tun als zu studieren, eine Minderheit darstellen; die meisten Studierenden arbeiten nebenbei. Es ist fast nicht anders machbar, beispielsweise auch angesichts der gerade in der Stadt Bern prekären Wohnungssituation. Günstige Wohnungen sind zunehmend Mangelware. Um die Grundkosten decken zu können, gehen viele Studierende einer Arbeit nach. Auch das Argument, wonach der Weg eines ausgebildeten Akademikers ohne Berufserfahrung in der Berufswelt schwierig sei, muss ich widerlegen. Gerade nach dem Bachelor-Studium, wenn nicht bereits vorher, arbeiten viele Studierende. Wie eben erwähnt, sind die meisten Studierenden heute Werkstudenten und sammeln in der Berufswelt vielseitige Erfahrungen.

Die Überlegungen des Motionärs lassen ihn also zum Schluss zu kommen, die Studiengebühren seien zu erhöhen und progressiv auszugestalten. Ich vermag die Begründungen des Motionärs und seine Forderungen nicht zusammenzubringen; dies wurde bereits so vom Sprecher der BDP erwähnt. Erstens ist es ein Unsinn, die Berufsbildung und die Hochschulbildung gegeneinander auszuspielen. Zweitens ist der Titel der Motion irreführend. Ich sehe in diesem Vorstoss keinen Fingerzeig zum Thema «Berufsbildung stärken». Es werden nur Massnahmen vorgeschlagen, welche ein Hochschulstudium unattraktiv machen. Lieber Ueli Augstburger, es wäre mir wirklich lieber gewesen, du hättest in deinem Vorstoss einfach die Erhöhung der Studiengebühren gefordert! Dies hätten wir zwar auch abgelehnt, aber wenigstens hätten wir eine transparente Diskussionsgrundlage gehabt.

Wir lehnen die Ziffer 1 des Vorstosses – auch in der Form eines Postulats – ab. Wir sind dezidiert gegen eine Erhöhung der Studiengebühren. Ziffer 2 der Motion ist ohnehin bereits erfüllt; diese nehmen wir an und schreiben sie ab. Ziffer 3 ist Gott sei Dank zurückgezogen worden.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Dieser Vorstoss trägt einen lustigen Titel. Es ist, als würde man einen Krimi kaufen und stattdessen ein Drama erhalten. So meine ich es auch. Daran haben wir uns etwas gestört: Der Zusammenhang des Titels und dessen, was er suggeriert – der wirklichen Stärkung der Berufsbildung –, geht aus den effektiven Forderungen des Vorstosses nicht unbedingt hervor! In unserer Fraktion kamen diverse Ideen auf, wie man in diesem Bereich etwas tun könnte. Dabei stellten wir uns die Frage, weshalb der Vorstoss so daher kommt. Allerdings weigern wir uns klar, die beiden Wege gegeneinander auszuspielen. Dies entspricht eigentlich auch der Grundstimmung, welche wir aus dieser Motion gelesen haben. Es geht um Universität versus Berufsschule. Wir sind dezidiert dagegen.

Zu den einzelnen Inhalten: Was die Studiengebühren anbelangt, wird ein Teil unserer Fraktion diese Ziffer nach der Umwandlung in ein Postulat unterstützen, während ein anderer Teil sie selbst in Postulatform ablehnen wird. Dies aus dem Grund, dass wir den Eindruck haben, es handle sich nicht um den richtigen Hebel, über die Gebühren zu steuern. Demgegenüber müssen wir froh sein, diese Leute an der Universität zu haben und vor allem, dass es sich auch jedermann leisten kann.

Was die Ziffer 2 anbelangt, halten wir es wie die Regierung: Annahme und gleichzeitige Abschreibung. Darüber haben wir auch noch diskutiert. Zwar besteht die Möglichkeit, die Frage ist aber mehr, ob im Alltag effektiv eine Umsetzung erfolgt. Dort sollte man in Zukunft vielleicht den Finger darauf halten. Also, ich fasse zusammen: Die Ziffer 1 wird zum Teil als Postulat unterstützt, zum Teil aber nicht. Bei der Ziffer 2 sind wir wie die Regierung für Annahme und gleichzeitige Abschreibung.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Es ist sehr viel gesagt worden. Ich versuche nichts zu wiederholen, was bereits gesagt worden ist. Der Titel der Motion macht sehr wohl eine Aussage: Die Berufsbildung soll gestärkt werden. Zudem wird der Regierungsrat beauftragt, faire Rahmenbedingungen für gleich lange Spiesse für die Berufsbildung zu sorgen. Ich glaube, dieses Thema soll und muss uns als Grosser Rat sehr wohl beschäftigen.

Bei der Berufswahl und den entsprechenden Ausbildungen sollten nicht kurzfristig finanzielle Überlegungen im Vordergrund stehen, sondern die Chancengleichheit gerade auch auf dem Arbeitsmarkt. Diese Motion ist überhaupt keine Anti-Studiumsmotion. Dies hat überhaupt nichts damit zu tun. Man will eben gerade auch für die Berufsausbildungskosten gerechte finanzielle Beteiligungen an den Studienkosten herstellen. Die Anreize sind mit teils tiefen Studiengebühren nun einmal vorhanden. Dort können wir nicht wegschauen. So kann der eine oder andere Jugendliche, wenn er nicht weiss, wohin die Reise gehen soll, gleichwohl den Weg des Studiums einer Berufslehre vorziehen. Die Studienkosten sind – wie wir bereits gehört haben – tragbar. Dennoch ist es eine Tatsache – und dies möchte ich zuhänden von Grossrat Stähli sagen –, dass oftmals ein Wechsel der Studienschwerpunkte der Studentinnen und Studenten stattfindet und man eben etwas anfängt, weil man nicht weiss, wohin die Reise gehen soll. Zum Teil wird auch aus Unreife ein Studium begonnen. Dann dürfen wir auch feststellen, dass die Universitäten sehr wohl um ihre Studenten buhlen. Eine Tatsache ist ebenfalls, dass ein Drittel der Studenten das Studium abbricht, was sehr wohl Kosten verursacht. Klammer auf: 95 Prozent der Lernenden verfügen immerhin über einen Sekundarstufe II-Abschluss. Weiter ist die Rede davon, dass es nicht sein darf, dass an der Universität Einnahmeausfälle generiert werden. Ich denke, dies darf heute nicht das Thema sein. Ueli Augstburger hat bereits erwähnt, dass 11 Prozent für die Studienkosten ausgegeben werden. Wenn man die Weiterbildungskosten für die Berufsleute oder sogar die

Kosten für die Meisterprüfungen ansieht, handelt es sich um sehr hohe Kosten. Wer bezahlt diese? Diese werden von der Wirtschaft, von den Unternehmungen und zum Teil von den Berufsleuten selber bezahlt. Eine Meisterprüfung kann locker zwischen 15 000 und 30 000 Franken kosten.

Zu den Argumenten des Regierungsrats wegen den Verlängerungen des Studiums: Verlängerungen finden sehr wohl statt, ebenso sogar mehrmalige Wechsel der Schwerpunkte sowie Unterbrüche des Studiums, weil man keine Lust mehr darauf hat, eine Weltreise plant oder bemerkt, dass man für das gewählte Studium nicht geeignet ist und sich neu orientiert. Fazit: Zum Thema der Studiengebühren und der Ausbildungsgebühren liegt momentan ein Systemfehler zu Ungunsten der Berufsbildung vor. Diesen müssen wir korrigieren. Die parlamentarische Gruppe Wirtschaft hat klar ja zu Ziffer 1 als Motion gesagt, aber sicher auch zu einem Postulat. Die SVP-Fraktion sagt zu Ziffer 1 auch in Form eines Postulats grossmehrheitlich klar ja und folgt bei Ziffer 2 der Empfehlung des Regierungsrats.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Ich nehme für die EVP-Fraktion nur zu Ziffer 1 Stellung. Die Forderung von Ziffer 2 ist erfüllt; sie wird von unserer Fraktion auch so angenommen und abgeschrieben. Die Erhöhung der Studiengebühren fördert nach unserem Verständnis genau das, was die Motionäre eigentlich nicht möchten. Sie schreiben, das Studium sei früher nur Privilegierten offen gestanden. Wenn wir jetzt die Studiengebühren erhöhen, sind wir wieder gleich weit: Es könnten wieder Privilegierte begünstigt werden. Für Familien, welche beispielsweise keine Stipendien beziehen können, ist es nicht einfach: Diese müssen sich sehr einschränken, um einem oder mehreren Kindern dennoch ein Studium zu ermöglichen. Finanziell besser gestellte Familien wären wieder im Vorteil.

Zum zweiten Punkt: Kaum jemand wird den Weg der Berufsbildung wählen, weil die Studiengebühren höher geworden sind. Diese Auswahl muss einfach vorhanden sein. Man muss das wählen können, was einem entspricht und wofür man eine Neigung hat. Wer die Eignung und die Freude hat, ein Studium zu absolvieren, soll dies tun können. Diese Entscheidung wird meistens bereits während der 8. oder 9. Klasse gefällt, indem man das Gymnasium besucht oder nicht. Dadurch ist der akademische Weg ziemlich vorprogrammiert. Deshalb findet eine Regulierung durch Studiengebühren an der falschen Stelle statt, wenn man dies schon will. Würden die Studiengebühren erhöht, hätte dies zur Folge, dass auch die Stipendien erhöht werden müssten. Damit hätten wir ein Nullsummenspiel, indem wir uns mit den eigenen Waffen schlagen würden oder wie man dies auch immer benennen mag.

In der Antwort des Regierungsrats steht auch, dass 75 Prozent der Studierenden neben dem Studium arbeiten. Das heisst, dass sich die Finanzierung des Lebensunterhalts trotz des Vergleichs mit der Berufsbildung, trotz der günstigen Studiengebühren – entgegen der Meinung des Motionärs – nicht so einfach gestaltet. Ich spreche aus Erfahrung mit eigenen Kindern.

Zwei Drittel der jungen Menschen wählen bereits den Weg der Berufsbildung, mit eher steigender Tendenz. Dies auch dank guter und vielfältiger Passerellen und Weiterbildungsangebote. Aus unserer Sicht besteht eigentlich kein Grund zur Panik. Es ist unbestritten, dass die tertiäre Berufsbildung teuer sein kann. Diesbezüglich möchte ich – wie andere – auf die nächste Motion verweisen. In dieser geht es darum, ein Problem der Berufsbildung an der richtigen Stelle anzupacken. Hier geht es eigentlich um die Erhöhung der Studiengebühren und nicht um die Berufsbildung. Wir finden es sehr schade, dass man diese Gegenüberstellung gemacht hat. Wir sind nicht abgeneigt, über Studiengebühren oder deren Erhöhung nachzudenken. In dieser Form können wir dies jedoch nicht unterstützen. Die Mehrheit unserer Fraktion wird auch das Postulat nicht annehmen. Wenn wir gemeinsam ein Ziel erreichen wollen, das Ziel einer Bildung für alle zugunsten von allen, müssen wir zusammenarbeiten und nicht gegeneinander.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (PLR). Die FDP steht vollumfänglich hinter den Antworten des Regierungsrats. Wie bereits von einigen erwähnt worden ist, sind wir klar nicht der Meinung, dass Berufs- und Hochschulausbildung gegeneinander ausgespielt werden sollen. Wir stärken die Berufsbildung in keiner Art und Weise, wenn wir die Hochschulausbildung schwächen! Zudem treffen wir die Falschen, indem wir genau jene treffen, für welche die Finanzierung der Hochschulausbildung knapp ist. Wie wir gehört haben, macht der Anteil der Werkstudenten 75 Prozent aus. Im Übrigen hat der Kanton Bern eine konstant tiefe Gymnasialquote von 18 Prozent. Im Kanton Bern ist die Berufsbildung stark; zum Glück ist sie stark! Im Moment steht der Zuwachs – wenn überhaupt – bei den Fachhochschulen zur Diskussion und nicht bei der Universität. Wir stärken die Berufsbildung nicht, indem wir die Hochschulausbildung schwächen. Dies macht aus

unserer Sicht überhaupt keinen Sinn und deshalb lehnen wir Ziffer 1 ab, grossmehrheitlich auch in Form eines Postulats.

Le président. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Gasser das Wort.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Quel magnifique titre pour cette motion! Je défie quiconque dans cet hémicycle de tenter de s'y opposer. Qui ne voudrait pas soutenir la formation professionnelle si chère à notre pays, système tellement génial qu'il contribue à un taux de chômage très bas chez les jeunes, et que nombre d'États étrangers nous envient. Mais, comme d'autres l'ont déjà dit, quelle ne fut pas ma surprise de lire les questions adressées au gouvernement: augmenter les taxes universitaires, concevoir un système de formation progressif et fixer des émoluments plus élevés. J'ai le sentiment que vous vous êtes trompés de titre, ce n'est pas pour quelque chose que vous intervenez, mais contre. Ici en l'occurrence, ce sera à l'encontre des étudiants universitaires. Par ailleurs, votre diatribe me semble en très grand décalage avec la réalité que moi-même je connais ou que je perçois.

Permettez-moi un petit florilège des lieux communs que vous utilisez. (*Der Präsident läutet die Glocke.*) Des réflexions financières priment au moment de choisir un métier? Si tel était le cas, je crois que tous les jeunes de 16 ans choisiraient le métier de constructeur de routes. Faire une Haute école est le moyen le plus simple et le plus avantageux pour décrocher un diplôme. Lorsque vous quittez la scolarité obligatoire, vous pouvez, trois ans plus tard, obtenir un CFC, donc un diplôme tout en percevant un petit salaire. (*Le président agite sa cloche.*) Par contre, pour obtenir un Bachelor, vous devrez attendre trois ans de plus, évidemment en payant. Les jeunes qui enchaînent des semestres et les types d'étude plutôt que d'entrer sur le marché de l'emploi, ici aussi c'est méconnaître la réalité du terrain, puisque trois quarts des étudiants travaillent en marge de leurs études. Pour ma part, mais aussi pour le groupe socialiste que je représente, il ne faut pas mettre les filières de formation en opposition ni même en concurrence, chacune de ces voies répond à des besoins concrets. Comme on l'a déjà dit, avec 18 pour cent de jeunes au bénéfice d'une maturité gymnasiale, le canton de Berne ne peut pas parler de tertiarisation de sa formation, danger qui semble inquiéter les auteurs de la motion. C'est donc pour cela que le groupe socialiste se rallie à la proposition gouvernementale.

Le président. Nun haben Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher die Möglichkeit, sich zu Wort zu melden. – Das Wort wird nicht gewünscht. In diesem Fall hat der Erziehungsdirektor das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion will die Berufsbildung stärken, indem die Hochschulausbildung wirksam gesteuert werden soll. Übrig bleibt die Frage, ob dafür die Studiengebühren erhöht werden sollen. Die Fragestellung wird im Zusammenhang mit der Berufsbildung aufgeworfen und nicht im Rahmen eines Sparpakets. Es geht um die Frage, ob die Berufsbildung dadurch gestärkt werden kann. Grossrat Stähli und Grossrätin Schmidhauser haben darauf hingewiesen. Ich möchte nochmals klar Folgendes festhalten: Ein zentraler Faktor für den wirtschaftlichen Erfolg unseres Landes ist die fein austarierte Kombination von Berufsbildung und akademischer Ausbildung. Im Gegensatz zu den meisten Ländern hat die Schweiz eine hervorragende Berufsbildung. Rund 75 bis 80 Prozent der Jugendlichen gehen den Weg der Berufsbildung, eventuell ergänzt mit höherer Berufsbildung beziehungsweise Fachhochschule, wie von Grossrätin Speiser erwähnt. 75 Prozent der Jugendlichen wählen den Weg der Berufsbildung. Deshalb verfügt die Schweiz gleichzeitig über weniger Universitätsabgänger als die meisten Nachbarländer. Rund 20 Prozent beziehungsweise – wie von Grossrätin Schmidhauser erwähnt – 18 Prozent der jungen Leute im Kanton Bern wählen die akademische Schiene. Es sind also nicht mehr. Das ist gut so. Ich bin überzeugt, dass die Bildungsexpansion, wie sie in anderen Ländern stattgefunden hat, indem über 50 Prozent der Leute eine Hochschule besuchen, nicht zu einem guten Ergebnis geführt hat. Am Ende gibt es viele Chemiker mit Universitätsabschluss. Diese fahren schlussendlich Taxi, weil zu wenige akademische Chemikerstellen vorhanden sind. In der Schweiz besuchen diese 20 Prozent der Leute, welche eine akademische Ausbildung machen, mehrheitlich eine Hochschule, welche zu den Top 200 weltweit gehört. Wir haben also eine sehr gute Aufteilung zwischen der Berufsbildung und der akademischen Schiene. Was in der Begründung der Motion steht, stimmt nicht: Es ist unzutreffend, dass es heute attraktiv erscheint, Semester für Semester und Studienrichtung nach Studienrichtung zu absolvieren, anstatt ins Berufsleben einzusteigen. Es trifft nicht zu, dass die akademische Schiene der Berufsbildung die

Leute wegnimmt.

Wir befinden uns heute bei den Studiengebühren im oberen Mittelfeld innerhalb der Schweiz. Wir verfügen im Kanton Bern über eine konstante Akademiker- und Maturandenquote. Grossrätin Schmidhauser hat erwähnt, dass diese in unserem Kanton seit Jahren stabil ist. Deshalb sehen wir seitens der Regierung keinen Bedarf für eine Stärkung der Berufsbildung durch Erhöhen der Studiengebühren. Bei den Studiengebühren bewegen wir uns heute gesamtschweizerisch im oberen Mittelfeld. Im Rahmen eines Sparpakets hatten wir die Studiengebühren vor einigen Jahren angehoben. Die Frage ist, ob nochmals weitergegangen werden soll. Dies ist jedoch kein Instrument zur Stärkung der Berufsbildung. Denn zum Glück besteht kein Trend – als Erziehungsdirektoren in der Schweiz wollen wir einen solchen auch nicht – weg von der Berufsbildung hin zur Universität. Die Akademikerquote ist stabil und dadurch stehen wir auch nicht an. Hier würde ein im Moment nicht existentes Problem mit einem vielleicht nicht sinnvollen Mittel gelöst. Ob man die Frage der Studiengebühren später aus anderen Gründen diskutiert, ist eine andere Frage.

Die Forderung von Ziffer 2 ist bereits erfüllt. Für Studierende, welche über die normale Studiendauer hinaus studieren wollen, werden die Studiengebühren laufend angehoben. Dies zeitigt Wirkung: Die Leute bleiben nicht 20 Semester an der Universität eingeschrieben, wenn sie nicht mehr wirklich an der Universität sind. Deshalb ist die Ziffer 2 eigentlich bereits erfüllt. Wir sind der Meinung, dass es kein Mittel ist, die Berufsbildung durch Anheben der Studiengebühren zu stärken. Deshalb beantragen wir Ablehnung von Ziffer 1, während die Forderung von Ziffer 2 bereits erfüllt ist.

Zum Schluss: Wenn man wie ich ein Fan der Berufsbildung ist – und dies sind viele andere hier auch –, kann man ohne weiteres gleichzeitig auch ein Fan unserer Hochschulen sein. Wir sollten die Berufsbildung und die akademische Ausbildung nicht gegeneinander ausspielen. Denn der Erfolg der Schweiz beruht auf dem richtigen Zusammenspiel. Darauf dürfen wir stolz sein!

Le président. Der Motionär wünscht das Wort.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Ich danke für die Diskussion. Ich bin sehr erfreut, dass man die Berufsbildung schätzt und diese hochhalten will. Dies wurde verschiedentlich erwähnt. Ich bin etwas überrascht, wie stark der Titel der Motion in den Vordergrund gestellt wird. Wir haben eine Motion mit drei Ziffern. Wenn man gewisse Dinge herausbricht, ist der Titel nicht immer mehr ganz kohärent mit den verbleibenden Inhalten. Ich erinnere daran, dass es in Ziffer 1 nur darum geht, der Regierung einen Überprüfungsantrag zu erteilen. Herr Pulver hat vorhin auch erwähnt, dass die Diskussion, den Prüfungsantrag von Ziffer 1 als Postulat weiterzugeben, zu einem späteren Zeitpunkt durchaus möglich ist.

Kurz zwei, drei Hinweise zu Bemerkungen: Anna Linder hat mir vorgeworfen, die von mir zusammengetragenen Zahlen stimmten nicht, obwohl sie diese nicht widerlegt hat. Ich habe nie gesagt, ein Studium sei nicht anspruchsvoll. Insofern sind meine Ausführungen und das, was ich vorhin aufzuzeigen versucht habe, wonach die Studiengebühren mit 130 Monat eher an der unteren Grenze lägen, durchaus legitim. Dieser Vorstoss wurde auch von vielen Leuten aus anderen Fraktionen unterschrieben; es handelt sich nicht um eine SVP-Motion. Es ist auch viel einfacher, Geld zu verteilen, als Geld zu holen. Deshalb bitte ich Sie, der Überprüfung im Sinne von Ziffer 1 als Postulat trotzdem zuzustimmen.

Le président. Ziffer 1 ist in ein Postulat umgewandelt worden. – Dies ist richtig. Ziffer 2 liegt weiterhin als Motion vor. Wir stimmen punktweise ab, über die Ziffer 1 als Postulat und bei der Ziffer 2 allenfalls noch über die Abschreibung. Wer die Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 57

Non 86

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat abgelehnt. Wer Ziffer 2 der Motion annehmen möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 88

Non 56

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 2 der Motion angenommen. Wir befinden über die Abschreibung. Wer Ziffer 2 abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 138

Non 8

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgeschrieben mit 138 Ja- gegen 8 Nein-Stimmen.